Crise Burundi-Rwanda : UIP et Parlements de la CIRGL sollicités pour une médiation

PANA, 22 fÃ©vrier 2016 Des dÃ©putÃ©s de lâ€™UIP et de la CIRGL sollicitÃ©s pour une mÃ©diation dans le diffÃ©rend en Burundi et le Rwanda Bujumbura, Burundi - Des dÃ©putÃ©s de lâ€™Union interparlementaire (UIP) mondiale et ceux du Forum des Parlements de la ConfÃ©rence internationale sur la rÃ©gion des Grands Lacs (CIRGL) ont Ã©tÃ© sollicitÃ©s, lundi, par lâ€™AssemblÃ©e nationale, au premier jour dâ€™une Ã©mission conjointe dâ€™information de 72 heures, pour conduire mÃ©diation entre le Burundi et le Rwanda, deux voisins au bord de la rupture, en sâ€™accusant d'une dÃ©stabilisation mutuell depuis des mois.

La vieille organisation internationale (nÃ©e en 1898) de lâ€™UIP ne manque pas dâ€™expertise en Å“uvrant principalement p la paix, dans le monde, la coopÃ©ration entre les peuples et la consolidation dâ€™une Â«dÃ©mocratie reprÃ©sentativeÂ», en Ã©troite collaboration avec les Nations Unies. Le jeune forum parlementaire africain des annÃ©es 2000, quant Ã lui, reprÃ©sente 11 Etats membres et aide aussi Ã instaurer une paix durable dans une rÃ©gion des Grands Lacs longtemps minÃ©e par des conflits transfrontaliers. Câ€™est sur ces deux organisations spÃ©cialisÃ©es en matiÃ¨re de rÃ©solution paci des conflits que lâ€™AssemblÃ©e nationale a portÃ© son choix pour apaiser des relations au plus bas avec le Rwanda qui formerait et armerait, notamment, des opposants aux fins de renverser le pouvoir en place au Burundi. Des accusations moins ouvertes sont portÃ©es contre le pouvoir burundais de donner lâ€™hospitalitÃ© Ã des Ã©lÃ©ments rÃ©siduels de la rÃ des forces dÃ©mocratiques pour la libÃ©ration du Rwanda (FDRL), dont certains sont prÃ©sumÃ©s auteurs du gÃ©nocide de 1994 et veulent encore revenir pour dÃ©stabiliser le pays dâ€™origine. Plusieurs rendez-vous attendent les membres de la mission parlementaire conjointe qui ont rÃ©servÃ©, lundi, la primeur au prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale, en mÃªme quâ€™au prÃ©sident du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD parti au pouvoir), Pascal Nyabenda. Son collÃ¨gue du SÃ©nat, RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo devrait Ã©galement recevoir, dans la mÃªme journÃ©e, la dÃ©lÃ©gation parlementaire Ã©trangÃ¨re dont la prÃ©sence dans le pays fait lâ€™objet dâ€™une large dans les mÃ©dias publics. Les dÃ©lÃ©gations Ã©trangÃ¨res sâ€™Ã©taient faites rares et celles qui viennent aujourdâ€™hui s tÃ©moin par le gouvernement pour dire que le Burundi est redevenu Â«frÃ©quentableÂ» et la crise se trouve derriÃ¨re lui.

Les 15 ambassadeurs des pays membres du Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies avaient Ã©tÃ© accueillis par le chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, en province au mois de janvier dernier pour leur prouver que la situation du pays nâ€™Ã©tait pas si grave que le rapportaient les mÃ©dias Ã©trangers. Celle de lâ€™UIP et de la CIRGL a Ã©tÃ© Ã©galemen par route, lundi, Ã Rumonge, une province du Sud-ouest, pour Â« goÃ»ter Â» au dÃ©bat du dialogue national de sortie de crise et faire connaissance en mÃªme temps dâ€™avec les rÃ©alitÃ©s du pays profond. Un dialogue inter-burundais qui nâ€™ cependant pas les principaux leaders politiques de lâ€™opposition qui ont fui la crise Ã lâ€™Ã©tranger A son retour, la dÃ©lÃ prÃ©voit encore de rencontrer certains membres du gouvernement burundais, les responsables des partis politiques prÃ©sents dans le pays, ceux des confessions religieuses ainsi que les reprÃ©sentants du systÃ¨me des Nations Unies, de lâ€™Union africaine et de la CIRGL Å“uvrant au Burundi Du 25 au 27 fÃ©vrier, il est prÃ©vu que la dÃ©lÃ©gation se rende Ã Kampala, en Ouganda, pour des entretiens avec le chef de lâ€™Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, en mÃªme temps responsable dâ€™une mÃ©diation sous-rÃ©gionale en panne depuis des mois sur la crise au Burundi.